



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Plan de relance

Question au Gouvernement n° 3945

Texte de la question

PLAN DE RELANCE

M. le président. La parole est à Mme Valérie Rabault.

Mme Valérie Rabault. Concernant la vaccination, nous sommes à la traîne. La France est la seule grande économie qui n'ait pas inventé de vaccin. Mais je suis au regret de vous dire, monsieur le Premier ministre, que vous êtes aussi en train de rater le départ de la relance.

Votre plan est un de ceux, parmi les grandes économies, dont le montant est le plus faible : 4 % du produit intérieur brut – PIB – contre 10 % aux États-Unis. Il est aussi le plus fouillis, sa seule boussole étant le saupoudrage. Il compte 103 programmes dont aucun, sauf le plan hydrogène, ne permet réellement un effet d'entraînement.

C'est aussi le plan le moins concerté avec les collectivités locales et les industriels : aux États-Unis, 20 % du plan de relance va vers les collectivités locales, contre 5 % en France.

Pendant ce temps, d'autres économies sont en mode commando, avec un État central réellement à la manœuvre, y compris dans les pays libéraux.

M. Pierre Cordier. On peut être socialiste et libéral !

Mme Valérie Rabault. Je pense notamment aux États-Unis, où est prévu un plan de relance massif, concentré sur quelques secteurs clés qui ont un vrai effet d'entraînement sur l'économie.

Monsieur le Premier ministre, je vous demande de reprendre les choses en main sans tarder, sinon notre déclassement que nous vivons en matière de vaccins ne sera qu'un avant-goût de ce qui attend le reste de notre économie.

Il faut un plan de relance clair autour de quatre secteurs clés – énergie, transports, agriculture et santé – qui ont un réel effet d'entraînement sur le reste de l'économie.

Il faut des actions définies en totalité plutôt que du bricolage. Vous consacrez 205 millions d'euros à un déploiement très limité de bornes de recharge pour les véhicules électriques alors que l'Allemagne y consacre 3 milliards, soit quinze fois plus, ce qui permettra d'installer 1 million de bornes en concertation avec les constructeurs automobiles. Une concertation avec tous les industriels est nécessaire.

M. Boris Vallaud. Elle a raison !

Mme Valérie Rabault. Il faut enfin que vous nommiez un « M. Monnet » ou une « Mme Marshall » pour donner un cap clair et une vraie boussole. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SOC.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Jean Castex, Premier ministre. Le plan de relance français, ne vous en déplaise, est très bon et se déploie massivement dans nos territoires et dans les secteurs économiques concernés.

M. Pierre Cordier. Méthode Coué, autosatisfaction !

M. Jean Castex, Premier ministre. Je suis heureux d'entendre dans votre bouche une apologie des États-Unis d'Amérique...

M. Pierre Cordier. Depuis que Joe Biden a été élu !

M. Jean Castex, Premier ministre. ...qui, comme l'a annoncé le président Biden, viennent de donner une impulsion supplémentaire à leur plan de relance – mais il s'agit de rattraper le retard du précédent.

Vous connaissez parfaitement, tous, l'historique de la relance européenne, et non nationale, qui fut d'ailleurs lancée à l'initiative du Président de la République française et de la chancelière allemande.

Vous savez aussi que j'ai décidé de présenter il y a plusieurs mois un plan de relance d'un montant de 100 milliards d'euros, un tiers étant consacré à la transition écologique.

M. Boris Vallaud. C'est insuffisant !

M. Jean Castex, Premier ministre. Puisque vous vous êtes livrée à des comparaisons européennes, je précise que la France se situe très largement en tête des pays européens s'agissant des crédits du plan de relance consacrés à la transition écologique.

M. Pierre Cordier. On est les meilleurs !

M. Jean Castex, Premier ministre. Si l'on poursuit les comparaisons, ce plan est également extrêmement ambitieux concernant la reconquête de notre souveraineté industrielle ainsi que les crédits affectés à la modernisation et à la transition de notre agriculture.

M. Jean-Louis Bricout. Peut mieux faire !

M. Jean Castex, Premier ministre. Je veille enfin à ce que la territorialisation du plan de relance – une question que vous avez évoquée – soit la plus complète possible. L'association avec les collectivités territoriales, pour assurer un effet démultiplicateur du plan, est très forte. Nous avons contractualisé avec quasiment toutes les régions, et avec un tiers des départements à ce jour. En outre, grâce aux contrats de relance et de transition écologique, dont est chargée la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, notre ambition, qui est à notre portée, est que l'ensemble des intercommunalités de France aient signé un tel contrat d'ici au 1er juin prochain. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et Dem.*)

M. le président. La parole est à Mme Valérie Rabault.

Mme Valérie Rabault. Je vous remercie pour votre réponse mais ce qui compte, c'est d'assurer un effet d'entraînement, un effet, pour reprendre votre mot, démultiplicateur. Aujourd'hui nous sommes, avec la Roumanie, le pays dont la part d'industrie dans le PIB est la plus faible.

Le plan de relance que vous nous proposez comporte de nombreuses demi-mesures alors qu'en Allemagne

sont prévus des plans globaux, concertés avec les industriels. Parlez aux industriels, monsieur le Premier ministre ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes SOC et LT.*)

Données clés

Auteur : [Mme Valérie Rabault](#)

Circonscription : Tarn-et-Garonne (1^{re} circonscription) - Socialistes et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3945

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [7 avril 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [7 avril 2021](#)